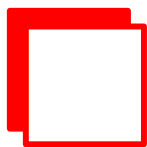


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N°198 - 1,50 € - Septembre - octobre 2008



Pour l'Emancipation Sociale!

Panique

La fête financière est finie ! Partout, les Bourses craquent et les banquiers serrent les fesses, avant de mettre pour certains la clef sous la porte, en laissant les épargnants et les boursicotiers pleurer leurs économies perdues avec leurs illusions de rentes à vie et de gains faciles. Et, selon la sacro-sainte habitude que l'on socialise les pertes si l'on privatise les bénéficiaires, l'Etat, hier encore suspecté voire maudit, est sommé de voler au secours d'un capital financier aux abois.

Qu'il faille pour cela violer quelques principes, les irresponsables qui nous gouvernent n'en ont cure. Si Paris vaut bien une messe, le sauvetage de Wall Street vaut bien quelques accrocs au bréviaire néolibéral. Lorsqu'il s'avère que la « main invisible » du marché se met à trembler et à tâtonner dans le vide, il est grand temps de faire appel à la main de fer de l'Etat. Laquelle s'apprête à plonger dans la poche du contribuable pour y prélever ce que des années d'austérité salariale y ont laissé subsister d'épargne. C'est ainsi un minimum de 700 milliards de dollars que les contribuables étatsuniens vont être contraints d'offrir en manne au capital financier pour éponger ses dettes. Avant que leurs homologues européens ne soient invités à en faire autant.

Sans garantie d'ailleurs que le remède ne soit pas pire que le mal. Car gageons que, sitôt les plus urgentes de ces dettes épongées, le plus gros du cadeau sera, lui aussi, offert à ces Moloch que sont les marchés financiers, toujours assoiffés d'argent frais comme les vampires le sont de sang. A ce compte, la spéculation a encore de beau jour devant elle.

Certes, des voix s'élèvent pour dire qu'il faudrait enfin songer à moraliser des comportements devenus prédateurs et réguler des marchés devenus ivres. Dans ce registre, ne manquant jamais une occasion de se mettre en valeur, notre Tartarin élyséen n'a pas été en reste. Et, une fois de plus, il a conjugué mensonge et illusion. L'illusion, c'est que le capitalisme puisse être moralisé et la finance ramenée à la raison : comment moraliser et rationaliser un mode de production dont le principe est de sacrifier tout et tous à la valorisation du capital, de sacrifier la nature et les hommes à l'accumulation indéfinie de marchandises, de moyens de production et de titres de propriété ?

Quant au mensonge, d'ailleurs répété ces jours-ci à longueur de colonnes par les perroquets qui occupent les tribunes médiatiques, c'est de faire croire que tout va s'arranger en tempérant le fonctionnement des marchés par un peu de régulation. Alors que le fond de l'affaire est que cette crise résulte non pas de l'échec des politiques néolibérales mais de leur réussite même : du déséquilibre qu'elles ont réussi à produire dans le partage de la valeur créée entre salaires et plus-value, par conséquent du déséquilibre fantastique existant au niveau mondial entre l'accumulation des titres de propriété et de crédit dans la sphère financière, qui demandent tous à se valoriser, et le volume de la valeur effectivement réalisable dans ces conditions, contrainte par l'austérité salariale. En somme une très classique crise de surproduction, telle que l'économie en génère périodiquement comme la condition même de sa reproduction.



Guerre en Géorgie. Amplification des risques de guerre

La guerre éclair qui s'est déroulée en Géorgie a été traitée de telle manière par les médias occidentaux qu'il est difficile d'en comprendre les réels enjeux. L'on a assisté à une manipulation qui vise à annihiler toute capacité de compréhension de cet événement. Comme dans le scénario libanais d'agression et d'occupation israélienne, il s'agissait là encore de faire passer le blanc pour le noir et d'opposer de manière manichéenne les bons démocrates américains et européens favorables à la paix, aux russes frustrés, rustres, brutaux et le «démocrate» Saakachvili au dictateur KGB Poutine.

Explorer d'abord les événements dans leur chronologie la plus récente permet déjà de mettre en lumière des faits largement oblités. Ensuite, une mise en perspective historique amènera à saisir comment l'impérialisme américain a pu faire main basse sur la Géorgie. Enfin, nous soulignerons les enjeux énergétiques de la confrontation USA/Russie et la stratégie mise en œuvre par l'impérialisme américain.

1 – Une guerre éclair, préparée

La guerre en Géorgie nous a valu un déchaînement médiatique contre «l'ours russe» qui interroge sur le caractère prémédité de l'opération. Indépendamment d'une analyse plus globale, le simple exposé de l'enchaînement récent des faits qui ont précédé et présidé à l'embrassement de la région, démontre que l'on nous fait prendre des vessies pour des lanternes. Il est d'autant plus utile de les rappeler que nombre d'entre eux ont été occultés par les médias.

Du 2 au 4 avril 2008, s'est tenu un sommet de l'OTAN. A cette occasion, les représentants des Etats-Unis qui dirigent cette organisation ont fait pression pour que la Géorgie et l'Ukraine intègrent l'OTAN pour ... leur sécurité, contre les Russes ... Ils ont insisté également pour que soient installés, au plus vite, en Tchéquie et en Pologne, à proximité de la Russie, leurs missiles sensés être une arme défensive contre l'Iran. Face à cette attitude belliciste, les Européens se sont divisés, inquiets déjà, pour certains, du précédent du Kosovo, proclamant unilatéralement son indépendance avec l'appui de Washington. Cette violation des accords onusiens en plus des prétentions provocatrices américaines susciteront l'hostilité et le refus des représentants de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, des Pays Bas et même du Luxembourg, bref, de la vieille Europe pour reprendre le qualificatif des néo conservateurs de Washington.

Cette opposition n'a pas empêché Saakachvili, le 20 juin, de rencontrer à Bruxelles, le secrétaire général de l'Otan, l'américain Joap de Hoop Schaffer qui lui fit visiter son quartier général.

En juillet, l'Associated Press annonce que plus de 1 000 soldats US sont présents sur la base militaire de Veziani en Géorgie pour former les troupes au combat. Cette révélation est totalement ignorée par les médias occidentaux. Peu de temps après, ce même mois, des manœuvres militaires dites «réponse immédiate» dirigées par le Pentagone, encadrées par des officiers US, mettent à l'épreuve conjointement des troupes géorgiennes plus des bataillons ukrainiens, azéris et arméniens, et ce ... à 100 kms de la frontière russe. Et pendant 3 semaines, des chars, véhicules blindés, artillerie, lance roquettes sont agités à la barbe de «l'ours russe».

Le 23 juillet, 2 navires de guerre de l'OTAN accostent dans le port géorgien de Balem. Le 2 août, des manœuvres maritimes se déroulent dans le port de Poti.

Et le 8 août, les jeux olympiques de Pékin venant tout juste de débiter, Poutine qui y assiste, apprend que l'armée géorgienne attaque avec une rare violence «sa» province de l'Ossétie du Sud. Notre petit Président Sarkozy est déjà rentré, prêt à jouer les bons offices... Ce jour-là, les attaques aériennes se conjuguent avec des attaques au sol particulièrement destructrices. Des zones résidentielles détruites, des hôpitaux, l'université éventrés, des villages rasés, la capitale régionale, Tskhinvali est en feu, le siège du Parlement est atteint. Outre ces destructions, la catastrophe humanitaire fait partie du scénario : des civils s'enfuient vers la Russie. Selon la BBC, il y aurait eu plus de 1 400 morts et parmi eux 10 soldats de la Paix russes. Le soir même, triomphant, le Président Géorgien Saakachvili déclare : «*La majeure partie de l'Ossétie du Sud est libérée et contrôlée par les forces géorgiennes*». Il prétend également que les Russes, désignés comme les agresseurs, auraient bombardé les alentours de la ville de Gori. De Pékin, Poutine dément ces propos «délirants» mais promet une riposte à l'agression géorgienne. Immédiatement se déploie une opération de «relations publiques» qui, au mépris des faits, dénonce l'agression impérialiste russe et le retour de la guerre froide. Ces «explications» sont reprises par les médias occidentaux qui rééditent le même type de contre vérités qu'ils ont assénées lors de l'invasion du Liban par l'armée israélienne.

Mais contrairement à ce qu'espéraient les stratèges du Pentagone et leurs marionnettes, les Russes n'hésitent pas, ne se laissent pas intimider, ils sont

prêts: le 9 août, 150 chars russes franchissent la frontière se dirigeant vers Tskhinvali; la base aérienne de Veziani est bombardée; pour les troupes géorgiennes c'est la débâcle. Pire, les Russes, malgré toutes les manœuvres d'intimidation précédentes, adoptent une attitude offensive, «démessurée», «disproportionnée», clament les médias occidentaux; ils pénètrent profondément en Géorgie, s'approchent même de la capitale mais pour l'essentiel entreprennent de détruire l'ensemble des infrastructures militaires, le port de Poti, l'usine d'avions militaires située dans la banlieue de Tbilissi; ils bombardent la voie ferrée qui constitue l'artère principale du commerce entre la mer Caspienne et la mer Noire, ils s'attaquent au terminal portuaire de Kulevi, au pipeline BTC et paralysent ainsi les exportations pétrolières qui ne passent pas par leur propre territoire, en Russie. Mieux, du moins dans son propre camp, Poutine et Medvedev parviennent avec les médias qu'ils contrôlent, à mobiliser l'opinion russe et son réflexe patriotique. Le 9 août, le New York Times s'inquiète «*Il y a actuellement en Géorgie plus de 2 000 citoyens américains...*». Le 10 août, Saakachvili demande un cessez-le-feu et notre petit Président joue déjà, le petit envoyé spécial de Bush pour calmer les ardeurs des Russes. Les craintes sont réelles. Les Russes vont-ils s'en prendre aux pipelines de pétrole et de gaz, vont-ils chasser la marionnette Saakachvili?

2 – Main mise sur la Géorgie

Pour mieux appréhender la nature et les enjeux de ce conflit, en évitant par là même, d'être façonnés par la propagande occidentale qui n'a de cesse de nous faire croire à la répétition de l'Histoire, il convient de se référer aux faits qui ont provoqué l'effondrement de l'URSS¹. En effet, cette agression et cette riposte russe ne constituent pas un retour à la guerre froide entre deux systèmes opposés, elles n'ont pas été suscitées par la résurgence du KGB et de staliniens nostalgiques. Il s'agit en fait d'un conflit entre deux puissances capitalistes, l'une dominante, l'autre qui s'affirme comme bourgeoisie nationale indépendante qui entend défendre ses intérêts face aux avancées et aux manœuvres de la première.

En fait, sans qu'on puisse ici dérouler le film des événements, la victoire géopolitique qu'a pu constituer la chute de Gorbatchev, le coup d'Etat d'Eltsine, puis la prise de pouvoir de Poutine, fut une défaite relative de l'empire US qui n'a pu démanteler comme il l'aurait souhaité l'ex-URSS et assurer par ses multinationales sa suprématie totale. Eltsine et son équipe d'ultralibéraux s'opposèrent à l'acquisition directe des actifs russes lors du lancement de la grande braderie. Les

multinationales ne purent intervenir qu'après la création par les spoliateurs russes, de sociétés privées détenues par les nouveaux oligarques. La voie de la néo colonisation leur était fermée. Poutine ayant depuis renforcé cette autonomie relative en s'appuyant du point de vue idéologique sur le nationalisme russe et sur le développement d'une économie rentière favorisée par la montée des prix du pétrole et du gaz, la nouvelle bourgeoisie russe a consolidé son assise nationale : les oligarques cosmopolites ont été pour la plupart mis au rancart.

Toutefois, lors de la disparition de l'URSS, un certain nombre de « régions » ont proclamé leur indépendance, elles sont devenues, comme la Géorgie, des proies plus faciles dont se saisirent les néo conservateurs américains.

En 1989, « *la stratégie du choc, la montée du capitalisme du désastre* »¹ dans l'ex Union soviétique a frappé durement les petites nationalités. Des gangs de privatiseurs ont fait main basse sur la propriété nationale et dans les pays nouvellement indépendants comme la Géorgie², les vieilles haines ethniques instrumentalisées sont réapparues. Les spoliateurs avaient d'ailleurs tout intérêt à désigner des boucs émissaires. La tradition chauvine de la Géorgie s'y prêtait. Avant la Révolution d'octobre, les classes dominantes n'ont eu de cesse d'absorber et d'asservir les Arméniens, les Azeris et les Ossètes. De 1917 à 1921, les armées blanches seront d'ailleurs soutenues par l'impérialisme anglais qui tentera de s'appuyer sur le chauvinisme géorgien. C'est pourquoi, dès 1922, l'Ossétie incluse dans la République socialiste soviétique bénéficiera d'un statut d'autonomie régionale à laquelle elle est viscéralement attachée.

En 1990, la Géorgie indépendante se heurte à cette volonté de l'Ossétie du Sud de se détacher de ce pays. En représailles, le 1^{er} Président géorgien, Gamsakhandia, supprime l'autonomie dont elle dispose. Commence dès lors, de 1991 à 1992, un conflit meurtrier qui aboutit à la signature d'un traité de paix garanti par les Russes. Un contingent de 500 soldats de la paix comprenant des Russes, des Ossètes et des Géorgiens sont sensés prévenir les incidents et les violences. Le conflit est gelé mais rien n'est résolu. De facto, l'Ossétie du Sud acquiert une autonomie-indépendance que lui conteste le pouvoir géorgien, d'autant que les rivalités entre les Ossètes de langue persane et les Géorgiens implantés dans cette région demeurent. Tout comme la volonté majoritaire de se rattacher à l'Ossétie du Nord, partie intégrante de la Russie. Le pouvoir local organisera d'ailleurs deux référendums en 1992 et 2006 qui se traduiront par l'expression d'une large majorité pour l'indépendance. La Géorgie n'en tiendra nullement compte.

En 1998-1999, après le chaos de la privatisation-spoliation sauvage, la crois-

sance économique réapparaît en Géorgie. Toutefois, le pays est la proie de groupes d'intérêts politico-maffieux qui rebutent les investisseurs étrangers. La « révolution rose » va y mettre bon ordre. L'impérialisme US, par CIA et ONG interposés, soutient, encourage, forme « le mouvement » d'étudiants et de jeunes favorables à la pénétration d'investisseurs étrangers, aux thèses libérales et aux valeurs de la démocratie de marché. L'homme lige de cette opération n'est autre que Georges Soros, le spéculateur milliardaire et sa marionnette Saakachvili, avocat new yorkais d'origine géorgienne. 185 milliards de dollars d'aide annuelles aux ONG et autres organisations de jeunesse sont déversés pour pervertir les esprits et ça marche... la vassalisation du pays est en route. Peu importe que le nouveau pro consul US, Saakachvili, ait été élu dans des conditions plus que douteuses, sous l'état d'urgence, la TV privatisée, occupée par l'armée pour éviter l'entrée de toute voix dissonante, les dollars affluent, le vieil apparatchik Chevarnadzé doit quitter la scène. C'est ainsi qu'un petit groupe s'empare du pouvoir en intégrant toute les ONG qui gravitaient autour de la fondation Soros ainsi qu'un certain nombre de nomenklaturistes maffieux. Selon Salomé Lourabichvili, ancienne diplomate et opposante, cette nouvelle élite est corrompue, « *le Parlement est composé de ¼ de député à la solde du Gouvernement, le pouvoir judiciaire dominé par l'argent* ». Dans son édition du 24 novembre 2003 *le Wall street journal* s'en félicite sans occulter la nature de l'opération jardinière³. La Géorgie, devenue néo colonie américaine, la « volonté » de Saakachvili de reprendre pied en Ossétie du Sud et en Abkhazie est dès lors manifeste⁴. Ses maîtres états-unis vont lui en donner les moyens. Encore faut-il, avant d'examiner la stratégie et les moyens mis en oeuvre par les Etats-Unis depuis des années, souligner les enjeux énergétiques qui en rendent compte et justifient la manipulation cynique des conflits ethniques.

3 – L'enjeu des réserves énergétiques

La mer Caspienne recèle deux énormes gisements pétroliers à l'Est de Bakou d'une part et à Tengiz d'autre part, au nord-ouest du Kazakhstan. Ces réserves sont du même ordre de grandeur que celles que possèdent l'Iran ou le Koweït. Ces ressources naturelles étaient des plus précieuses pour l'URSS. Aujourd'hui, elles sont accaparées par un consortium de 11 compagnies pétrolières occidentales dont Chevron, Mobil, Exxon, Texaco, BP. Des avant-postes ont été installés près de la mer Caspienne, des milliards de dollars ont permis de racher les actifs pétroliers et les droits de forage. Reste que le pétrole extrait doit être transporté par pipelines et que celui qui les contrôle, contrôle son acheminement. Pour les Etats-Unis et l'Union Euro-

péenne, la Géorgie constituait tout naturellement l'autoroute de l'énergie pourvu que l'on puisse éviter de traverser la Russie. Or, jusqu'en 2005, n'existait, dans ce pays, qu'un seul pipeline qui, en provenance de Bakou en Azerbaïdjan traversait la Russie. C'est cette même année que fut mis en service le pipeline pétrolier appartenant à British Petroleum et à l'UNOCAL. Il traverse la Géorgie pour aboutir à la ville portuaire turque de Ceylan. En 2007, deux autres pipelines sont opérationnels : celui qui partant de Bakou passe par la capitale de la Géorgie, Tbilissi, pour se diriger vers Ezurum. Il appartient à la compagnie BP. L'autre est détenu par la société Western Early, il traverse la Géorgie pour aboutir au port de Poti sur la mer Noire.

Le projet Nabucco financé par les Etats-Unis et l'Union européenne est de même nature mais concerne le gaz turkmène. Outre l'affaiblissement de la Russie, il était destiné à isoler, à tenir à l'écart l'Iran du marché de cette énergie. Mais il a sérieusement du plomb dans l'aile. Gasprom vient en effet de signer un accord de 20 ans avec le Turkménistan pour extraire et acheminer cette ressource. Ce projet n'a plus de sens pour le moment à moins que la guerre, continuation de la politique par d'autres moyens, lui redonne vie... Pour l'heure, ce sont les alliés des Etats-Unis qui sont dans une situation des plus inconfortables. La Turquie qui a fourni en armes depuis plusieurs années la Géorgie se trouve, en partie, privée de son approvisionnement en hydrocarbures et en gaz. Doit-elle se tourner vers l'Iran au grand dam de Washington. Et Israël ne se trouve-t-il pas dans une situation analogue ? Le grand jeu pour les contrôles des ressources énergétiques va continuer, car à l'énoncé des faits précédents, apparaît la volonté des néo conservateurs américains de procéder au dépeçage de la Russie, de s'approprier les ressources des pays qui lui sont limitrophes et donc de la priver de l'accès au pétrole et au gaz de la mer Caspienne. Cette tentative de domination s'inscrit dans une vision plus large, partagée d'ailleurs peu ou prou, par tous les politiciens américains et surtout par les hommes du complexe militaro-industriel. Elle inclut, bien évidemment la mise en quarantaine et la déstabilisation de l'Iran. On peut dire à présent ou prédire les étapes prochaines, encore que les résistances à l'emprise états-unienne gagnent du terrain et que les faiblesses mêmes de l'Empire US laissent entrevoir les limites de son expansion. Cette stratégie élaborée de longue main renforce les risques de guerre d'autant que les ennemis de Washington sont nombreux : ce sont tous les pays qui cherchent à contrôler par eux-mêmes et pour eux-mêmes, le développement de leurs propres ressources et en premier lieu la Russie, l'Iran, la Chine, le Venezuela...

4 – Stratégie impérialiste

des Etats-Unis

Outre le contrôle du Moyen Orient qui reste une région à hauts risques pour la domination US, il s'agit pour les stratégies américains de s'emparer des richesses du Caucase. Du reste, ils ne s'en cachent pas et n'oublièrent même pas les moyens d'y parvenir. Glen Howard, secrétaire adjoint aux affaires étrangères de la Maison Blanche, a déclaré récemment⁵ que «*diversifier l'énergie par rapport au Moyen Orient est crucial pour la sécurité des alliés de l'OTAN*». «*Le super continent asiatique est l'axe du monde. Un pouvoir qui dominerait l'Eurasie exercerait une influence décisive sur les 2/3 des régions les plus économiquement productives, l'Europe de l'Ouest et l'Est de l'Asie*»⁶. Somme toute, il s'agit de déposséder la Russie de sa partie asiatique, voire de s'attaquer au démbrement de la Chine ce qu'inaugure toute l'agitation en faveur du Dalaï Lama. Quant aux moyens à employer, ils font froid dans le dos. Si l'on en croit Williamson qui le 13 juin 1993 fit un exposé en ce sens lors d'une conférence restreinte (à laquelle assistaient des ministres du monde occidental, des directeurs de banques, des dirigeants de multinationales et de tout un aréopage ultralibéral), il n'y a pas à lésiner : «*Des preuves incontestables montrent que les pays n'acceptent de prendre l'amère pilule néo libérale que quand ils souffrent vraiment. Ils n'acceptent de recevoir des électrochocs que quand ils sont déjà en état de choc. Ces temps désespérés fournissent des occasions incomparables à ceux qui sont conscients de la nécessité d'une réforme économique fondamentale*». Bref, «*la destruction est le premier stade de la création*»⁷.

Il n'y donc pas de quoi s'étonner car la rhétorique médiatique consistant à proclamer qu'il s'agit en toutes circonstances «*de protéger les intérêts vitaux des USA*» et, par conséquent, leur «*sécurité d'approvisionnement*» est en définitive une logique guerrière. L'avidité des transnationales ne supporte aucun obstacle et toutes les manœuvres sont permises y compris les plus triviales à court terme, ce qu'illustre le récent conflit de la Géorgie.

Il est en effet inconcevable d'exclure, pour comprendre ces événements, le feu vert qu'a donné Bush et son équipe à son proconsul Saakachvili quand bien même ce dernier aurait eu intérêt pour consolider son pouvoir. Il s'agissait pour les néo conservateurs de tester les capacités de riposte russe dans un contexte de vacance des médias occupés par les JO de Pékin et là, ça a plus ou moins mal tourné pour les stratégies US qui, muets, laissèrent le petit Nicolas colmater les dégâts. Plus prosaïquement, cette manœuvre électorale fut pour l'heure réussie puisque Mac Cain a brutalement remonté dans les sondages et éclipsé Obama. Déjà ce dernier, face aux pressions du lobby sioniste, avait dû en rabattre et abandonner sa promesse de négociation directe avec l'ennemi iranien.

Cette manœuvre rappelle le précédent de l'Irlande, les conseillers de Reagan orchestrant le report de la libération des otages afin d'assurer le succès électoral de leur candidat. Il est en effet curieux de constater que parmi les conseillers de Mac Cain, on trouve Schennemann, l'ancien directeur du Comité Chalabi pour la libération de l'Irak, ainsi que Joseph Wood, attaché de Cheney, qui, lui, se trouvait en Géorgie au début du conflit.

En tout état de cause, et plus globalement, la stratégie états-unienne possède plusieurs facettes à plus ou moins long terme. Elle consiste à empêcher l'émergence d'une Europe indépendante en faisant pression pour son élargissement à l'Est, en incluant la Turquie, afin de la transformer en une zone de libre échange sous domination US, par l'intermédiaire notamment d'un renforcement géographique de l'OTAN. Les moyens d'y parvenir reposent sur l'opposition entre la «*vieille Europe et la nouvelle*», celle que l'on peut le plus facilement instrumentaliser en y suscitant des foyers de tensions, justifiant la présence militaire américaine et la création de nouvelles bases. Ce fut la raison d'être de la révolution orange en Ukraine qui a fait surgir des clans de libéraux cupides, s'opposant aux anciens apparatchiks et oligarques prorusses et permit la réapparition inquiétante des nostalgiques ultra nationalistes et antisémites de la SS Galicie, unité supplétive des nazis. A Lviv, le 27 juillet dernier, des affiches annonçant la libération allemande (!) de la Galicie, lors de l'invasion nazie de juin 41, étaient frappées de la croix gammée⁸. Le risque d'embrassement de l'Ukraine est d'autant plus réel que Washington souhaite l'expulsion des militaires russes de Crimée⁹. Or, les habitants de cette presqu'île sont très majoritairement russes et savent que leur territoire recèle des hydrocarbures dont on voudrait les déposséder.

Il n'en demeure pas moins que les USA cherchent à déposséder la Russie de ses marchés européennes et eurasiatiques, à provoquer un changement de régime en Iran. Dans l'immédiat, après la raclée de l'armée géorgienne, le prochain gouvernement des USA s'attachera certainement avec ses alliés à la reconstruire¹⁰. De même, il tentera d'impliquer la Géorgie dans le programme d'actions de l'OTAN et d'étendre l'envoi de patrouilles aériennes au-dessus de la Géorgie. La bataille diplomatique entamée vise à obtenir le remplacement des soldats de la paix russes par une mission de l'ONU constituée d'Ukrainiens, de Polonais, Estoniens ... Cette provocation ne risque pas d'être repoussée par Moscou, surtout depuis leur reconnaissance de l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Sans qu'il faille se faire aucune illusion sur la dictature poutinienne, les massacres perpétrés en Tchétchénie révélant la nature de ce régime de capitalisme autocratique, il n'en demeure pas moins que l'hyper puissance états-unienne se heurte désormais à l'émer-

gence de puissances capitalistes concurrentes qu'elle ne peut accepter. Un axe de confrontation entre, d'une part, les USA/UE et ses satellites et, d'autre part, la Russie, la Chine et l'Iran pourrait en effet se constituer, et ce, dans un contexte de crise financière du système qui appelle, pour la résoudre, à la «*destruction créatrice*». L'urgence est à la mobilisation des peuples, dans un mouvement anti-guerre qui conjugue solidarité entre les peuples et transformation socialiste pour le 21^{ème} siècle. Dans l'immédiat, il y a lieu de soutenir toutes les volontés de récupération des richesses nationales au profit des peuples concernés.

Gérard Deneux

Sources pour cet article

- site www.michelcollon.info et en particulier les articles de Eric Wolberg, Nicolas Sardos, Feltoranyi, Michel Collon, Michel Chossudovsky, Bruno Adric, Sara Flounders
- site <http://www.legrandsoir.info> et les articles de Burghardt Tom, de Commaguer, Maurizio Dinucci, Danielle Bleitrach
- blog du *Monde Diplomatique* – Ieva Rucevska
- et informations parues dans *le Monde*.

Notes

- 1) *A ce sujet, lire " la stratégie du choc, la montée du capitalisme du désastre " de Naomi Klein. Edition Actes Sud. Dans le cadre de cet article nous nous en tenons aux conséquences de cet " effondrement " sur la Géorgie et sur certains " pays " limitrophes.*
- 2) *De 1983 à 1993, le PIB de ce pays a chuté de 17%, provoquant la décomposition totale du tissu économique.*
- 3) *Expression utilisée à propos de ses " révolutions " orange, rose qui ne sont que des opérations de déstabilisation imposant un pouvoir proaméricain et antirusse.*
- 4) *La situation de l'Abkhazie est similaire à l'Ossétie. Toutefois, lors du conflit qui l'a opposée à la Géorgie, l'accord de paix réalisé sous l'égide de l'ONU et la présence de ses casques bleus ne permettait pas une attaque de ce " pays " par la Géorgie.*
- 5) *Cité par Michel Collon à propos de son livre " Monopoly. L'OTAN à la conquête du monde ".*
- 6) *A Geostratégie for Eurasie cité par Bruno Adric. Site Michel Collon.*
- 7) *Cité par Naomi Klein. dans " La stratégie du choc. Le capitalisme du désastre ".*
- 8) *Voir l'article de Mickaël Prazan. Le Monde du 16 septembre 2008.*
- 9) *La Crimée a été intégrée à l'empire russe depuis 1783. En 1954, elle a été cédée par Nikita Khrouchtchev à l'Ukraine. Le traité de location de la base de Sébastopol où mouille la flotte russe a été conclu jusqu'en 2017.*
- 10) *Le Parlement géorgien, le 15 septembre, a voté une enveloppe de 75 millions d'euros au budget de la défense (!) qui est passé de 2003 à 2008, de 30 à 770 millions d'euros avec " l'aide " fournie par les USA, l'OTAN et Israël. Information le Monde du 17 septembre 2008.*

« Le trou de la sécu » :

Les nuisances de la mythologie néo-libérale.

Quelques rappels

Commençons donc par nous rafraîchir l'esprit, avant d'aborder un sujet pointu et dont moult idéologues appointés aux partis de gouvernement font leurs choux gras. Un rappel historique des grands principes fondateurs et fondamentaux de notre système de santé nous permettra de mettre en relief quelques notions humanistes et fraternelles, bien loin des préceptes strictement comptables que nous assèment nos décideurs gouvernementaux, préceptes intronisés en régisseurs de réformes du système. Ces « réformes », « démonstrations volontaristes de nos gouvernements successifs » se caractérisent d'ailleurs par une iniquité et une inefficacité récurrente. C'est normal, elles ne s'attaquent pas aux bonnes causes.

Le 15 mars 1944, le programme du Conseil National de la Résistance (CNR) se prononce **« pour un plan complet de Sécurité sociale visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont dans l'incapacité de se les procurer par le travail, avec une gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'Etat. »**

Les 4 et 19 octobre 1945, les ordonnances instituant la Sécurité sociale sont signées. L'article 1 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 définit la finalité du système: **« Il est institué une organisation de la sécurité sociale destinée à garantir les travailleurs et leurs familles contre les risques de toute nature susceptibles de réduire ou de supprimer leurs capacités de gain, à couvrir les charges de maternité et les charges de famille qu'ils supportent ».**

Au 13 octobre 1946, le préambule de la Constitution garantit le droit de grève et le droit à la Sécurité Sociale. Il stipule: **« La nation garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux**

travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se retrouve dans l'incapacité de travailler, a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence... »

C'est pour le moins curieux...

Que le contenu de ces quelques lignes fait du bien ! Au passage, on peut noter que la lecture est un bon moyen de se dispenser du bien-être et de se guérir de la morosité. Cependant, une réflexion nous vient immédiatement à l'esprit. Ainsi donc, un système de santé mis en place à la Libération, dans un contexte de marasme économique global et profond, au sortir d'une période de barbarie sans précédent dans l'histoire de l'humanité, ce système serait devenu progressivement ingérable, déséquilibré, pénalisant pour la santé

financière de l'Etat et ce, à mesure que PIB et PNB s'inscrivaient dans un cycle de croissance continue ? L'élévation du niveau de vie, la réduction progressive de la mortalité infantile et des maladies graves et par essence l'augmentation de l'espérance de vie n'auraient donc eu que des effets insignifiants, voire négatifs sur la pérennité du système. Plus notre santé et plus la prospérité du pays s'améliorent, moins notre outil de soins est dans de bonnes dispositions. C'est pour le moins curieux.

Brassons quelques chiffres

Ceci étant posé, ne nous montrons pas chiches dans nos efforts à comprendre les faits. Brassons quelques chiffres pour y voir plus clair. Le budget de la SS, c'est 400 milliards d'Euros. Un déficit budgétaire de 8,9 milliards (prévisionnel 2008) représente donc 2,3 % du budget. Ce « trou » dont on nous rebat les oreilles s'apparente plus à une piqûre de moustique qu'aux « tonneaux des danaïdes » qu'on semble évoquer à chaque causerie gouvernementale sur le sujet. Bien entendu, ce « catastrophisme » colporté par médias serviles interposés ne relève aucunement du discours idéologique. Il s'agit de réalisme de « bonne gouvernance » et l'usage des anathèmes de cet acabit sont les démonstrateurs d'une parfaite maîtrise de la novlangue néo-libérale. Mais poursuivons nos investigations, équipés de notre loupe grossissante.

« Qui doit de l'argent et combien à la Sécurité Sociale ? » Les créanciers de la SS ne sont pas prompts à se faire connaître. Cependant, notre sagacité légendaire va se mettre à son service. En 2005, la politique d'exonération des cotisations sociales mise en oeuvre, avait coûté 21 milliards. Le gouvernement n'en avait provisionné que 19. Voilà comment on perd deux milliards de recettes et pour se dispenser d'être rigoureux dans sa gestion, on pourra toujours culpabiliser le peuple. On fait des cadeaux à des minorités économiques et on gronde les majorités à propos de ses

Le trou de la Sécu...



LES FRANÇAIS CONSOMMENT DE PLUS EN PLUS DE PSYCHOTROPES



«excès» supposés. Là non plus, on ne navigue pas dans les eaux boueuses de l'idéologie ultra-libérale. Continuons. Les arriérés de paiement de l'Etat s'élevaient à 6 milliards à fin 2007. Ces arriérés concernent la compensation des exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises et les cotisations versées par l'Etat, dans le cadre de son rôle d'employeur. Globalement, on fayote avec les « forces vives de l'économie française et/ou décrétées comme telles », on les chérit, on les soigne et ensuite on accable le patient, boulet inerte et maladif, toujours prompt à se livrer à son sport favori, consistant à se faire porter pâle au moindre bobo. On ne paie pas ses cotisations et on se fait fort de fustiger la gestion de son créancier. Un comble pour ces chantres de la « bonne gouvernance ». A chacune de ses apparitions, Eric Woerth ne cesse de se dandiner sur sa chaise en déclarant à qui veut l'entendre qu'il est le ministre de la « maîtrise des dépenses ». Cependant, ses capacités à être le ministre des « recettes » sont très limitées. Il s'était engagé à affecter la moitié des surplus de recettes de l'impôt de 2007 (2,9 milliards), soit 1,4 milliards à partager entre la SS et les collectivités locales. Où en sommes nous ? On pourrait, au risque de lasser, continuer cet accablant inventaire.

Oubliée, la pertinence d'hier

Le « gauchiste » Philippe Seguin, président de la cour des Comptes de son état, a proposé l'année dernière de soumettre les stocks-options à des cotisations sociales identiques à celles appliquées aux autres revenus. Voici trois nouveaux milliards qui pouvaient garnir

les caisses. Le « progressiste » François Fillon avait jugé la proposition « pertinente ». Sauf que, dans le cadre de la politique de réformes « volontaristes et touffues » actuelle, la paperasse devant engorger les arcanes du pouvoir et compte tenu de la précipitation gouvernementale à faire adopter une multitude de projets de lois, celui concernant cette brillante idée a dû glisser sous un bureau ou l'original du document aura été avalé par une goinfre photocopieuse surmenée en ces temps de « bougisme » réformateur. Bref, là encore, on a perdu des recettes pour la SS et la pertinence d'hier est reléguée à l'oubli. D'ailleurs, les bénéficiaires des juteux dividendes de ces produits financiers ne sont jamais malades, ils ne se soignent pas les dents et ne se rendent jamais à l'hôpital. La pérennité du

système de santé français ne les concerne donc en rien. A quoi bon les tracasser.

Business contre santé

Allons plus loin dans notre réflexion. Osons poser une question. Et si l'assurance maladie était devenue un obstacle à la croissance des profits générés par le « marché de la santé » ? Prenons l'exemple du prix des médicaments. Les prix des **spécialités remboursables** (ainsi que le prix du tabac et du livre) **ne sont pas librement fixés par les industriels**. Ils sont soumis à une réglementation prévue par le Code de la Sécurité Sociale. Les prix sont fixés par convention entre chaque entreprise du médicament et le Comité Économique des Produits de Santé (CEPS), à défaut par arrêté ministériel. Le marché n'aime pas les règlements, les contraintes et les contrôles. Compte tenu du fait que l'industrie pharmaceutique est l'une des plus profitables au monde, malgré l'absence presque totale d'innovation, et donc en contradiction avec les postulats du néo-libéralisme, la déréglementation du prix des médicaments pourrait permettre de satisfaire l'appétit croissant des investisseurs et industriels du secteur pharmaceutique. Les encouragements au développement de l'assurance maladie privée s'inscrivent donc dans les contours de cette politique de dérégulation généralisée. La déréglementation devient une

nécessité à la « libération » du marché. **Certes, mais c'est oublier que la Santé n'est pas un marché, mais un Droit**, comme le rappelaient les premières lignes de notre propos. C'est la migration du concept de Droit au concept de marché en ce qui concerne le secteur de la Santé qui explique la récurrence des discours qui visent à stigmatiser l'organisation globale de notre système de soins. Cette cuisine idéologique pré-mâchée tend à nous faire digérer « tranquillement » le passage de la notion de « droit à la santé » à celle de **marché de la « non-santé »**. La « businessisation » du secteur est l'unique justification à toute cette agitation idéologique. Cet acharnement à accabler le patient vise à lui faire admettre que seule la marchandisation est salvatrice, bien loin des motivations d'équité et de mutualisation ayant gouverné à la mise en place d'un modèle reconnu à travers le monde entier.

Il nous appartient donc de ne rien tolérer de ces discours libéraux, mystificateurs et laveurs de cerveaux. Nous devons faire montre d'une critique implacable vis à vis de ces diatribes insignifiantes visant à nous faire croire que les principes de fonctionnement du secteur privé seront plus aptes à gérer un système à l'origine basé sur des critères fonctionnels de solidarité et d'équité devant la maladie. Répétons-le à tue tête: **« la Santé est un droit et non un marché »**.

Hervé COUPERNOT



Fermeture d'hôpitaux : organisons la riposte !

Après la suppression de 100 000 lits depuis 1992, le projet de loi PST (patient, santé, territoire) et les nouvelles mesures d'économies pour 2008 annoncées par Nicolas Sarkozy, amplifient la guerre contre le système public de santé. C'est un vrai recul de civilisation qui est en marche.

Une attaque globale sur tout le territoire.

Toutes les régions de France sont concernées, pas un département n'est épargné. Le gouvernement accélère les fermetures, les regroupements et fusions d'établissements. C'est la disparition des maternités et des hôpitaux de proximité au profit d'usines à soins totalement déshumanisées où le malade devient une pathologie tarifée et où les conditions de travail sont de plus en plus insupportables. Pour la population cela se traduit par un accès aux soins plus difficile, plus coûteux et de moins en moins humain.

Une attaque préparée par un travail de sape. Pour justifier son action, le gouvernement invoque le déficit des établissements publics de santé et des établissements privés non lucratifs. Pourtant ces déficits sont liés à la tarification à l'activité et au sous financement imposé depuis des années par les gouvernements successifs. Ces déficits cumulés atteignent aujourd'hui le milliard d'euro ce qui représente «potentiellement l'équivalent d'un plan social de près de 20 000 postes» selon la Fédération Hospitalière de France. Pour parachever cette destruction, un nouveau plan d'économie de 500 millions d'euro est annoncé à charge des établissements lors du vote de la loi de financement de la sécurité sociale à l'automne. Ces mesures d'économies accéléreront encore davantage :

les fusions et le démantèlement de services,

les difficultés d'accès aux établissements de soins,

la privatisation des services logistiques et techniques,

la dégradation des conditions de travail avec la remise en cause des acquis locaux et des accords RTT,

les changements de plannings inopinés,

les rappels abusifs à domicile,

la précarisation des emplois par des embauches de contractuels en lieu et place de titulaires,

l'usure professionnelle par l'intensification du travail et pression hiérarchique au nom de la compétitivité entre services,

et la remise en cause du statut et des conventions collectives.

La fédération Sud Santé Sociaux, inscrite depuis toujours dans la défense du système de santé public et l'accès aux soins pour tous :

appelle tous les personnels des hôpitaux publics et privés non lucratifs à se mobiliser contre le démantèlement du service hospitalier et la dégradation des conditions de travail.

appelle tous les professionnels à informer le public des dégradations et des menaces sur notre système de santé.

Ensemble, refusons un système de soins privatisé et concentré au détriment des conditions de travail, de la qualité des soins et d'une égalité sociale en matière d'accès aux soins !

Accès aux soins ! partout, et pour toutes et tous !!

Après la création du forfait hospitalier, les attaques contre les usagers ont continué avec la création des franchises médicales. Ces franchises s'ajoutent à l'augmentation des différents forfaits, de nouveaux déremboursements de médicaments et les dépassements d'honoraires de certains médecins. Aujourd'hui les ménages cotisent plus que les entreprises pour le financement de la sécurité sociale depuis le création de la CSG. Ces mesures créent des inégalités d'accès aux soins par l'argent. Demain, ces inégalités vont être accentuées avec la fermeture de services ou d'établissements décrétés non rentables, aboutissant à des déserts sanitaires dans les départements les moins peuplés ou les moins bien desservis. Il en coûtera bien sûr plus cher aux familles de ces régions sous équipées pour se soigner et soutenir leurs proches lors des hospitalisations. Sur le plan sanitaire ce sera une inégalité accrue en matière de morbidité, déjà constatable là où les fermetures ont été réalisées pour les populations concernées. **Nous refusons ces orientations !**

Face aux premières fermetures d'établissements des collectifs unitaires se sont mis en place prouvant, comme à

Carhaix en Bretagne ce printemps, qu'il est possible de s'opposer au démantèlement. La fédération Sud Santé Sociaux appelle les usagers, les élus, les personnels de santé, ainsi que toute association ou syndicat à s'organiser unitairement pour se joindre au mouvement initié par la coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité. Voir les fermetures annoncées dans vos régions, les actions en cours et à venir sur leur site <http://www.coordination-nationale.org>

Contre le désert sanitaire et le démantèlement du système de santé public et privé non lucratif, pour l'accès aux soins pour toutes et tous, partout des collectifs doivent se créer pour soutenir et participer aux initiatives prévues. Le 23 septembre, conférence de presse nationale des comités de défense le jour de la



remise du projet de loi au conseil des ministres patient santé territoire par la ministre de la santé pour amorcer les mobilisations contre le projet de loi. Du 24 septembre au 24 octobre « 100 débats pour l'accès aux soins » organisés sur l'ensemble du territoire. A partir du 11 octobre, mise en place d'action relais sur tout le territoire à partir des sites de fermeture déjà répertoriés pour aboutir à Luçon, Vendée, le 24 octobre. Durant les mois d'octobre et de novembre les mobilisations et manifestations vont s'amplifier pour que les politiques tiennent enfin compte des vœux de la population en matière de santé et d'accès aux soins. **Ensemble, citoyens, usagers, professionnels préparons une mobilisation d'ampleur pendant la durée des débats parlementaires sur la loi de financement de la sécurité sociale et la loi « patient santé territoire » avec la perspective de manifestations nationales le jour du vote de ces lois.**

Les cinglés et les corrompus

Etonnante «confession»¹ que celle de Craig Roberts Paul, ancien secrétaire adjoint au Trésor de l'administration Reagan, devenu ensuite journaliste, universitaire, chercheur Ses révélations incitent à penser que le pire serait à venir. Qu'on en juge par ces quelques extraits que l'on peut mettre en relation avec la Sarah «Barracuda», colistière du candidat Mc Cain.

Roberts, lors de la présentation de sa thèse, passe devant un jury où il fait la connaissance de Warren Butter². Quelques mois après, ayant intégré le Pentagone, il lui demande naïvement comment le Gouvernement US obtenait ce qu'il voulait des Gouvernements étrangers. Et, celui-ci de lui répondre crûment : «*Nous les achetons avec de l'argent, c'est tout*». Ben ! On s'en doutait ! Mais, notre universitaire de s'indigner : «*Partout, les alliés étaient achetés et payés rubis sur l'ongle. Ils étaient alliés parce que payés*». Et de citer à titre d'exemple, Blair, ce petit caniche de Bush, qui, après avoir repris à son compte les mensonges sur les prétendues armes de destruction massive qu'aurait possédées Saddam Hussein afin de justifier la guerre contre l'Irak, s'en porte très bien. Voyez «*les milliers de dollars qu'il gagne depuis qu'il n'est plus premier ministre*».

On savait, par ailleurs, que Reagan n'était pas un tendre réactionnaire et que son objectif de détruire l'Union soviétique ne faisait aucun doute. Il n'était toutefois pas prêt à suivre les néo-conservateurs qui allaient ensuite conseiller Bush I et surtout Bush II : «*Ce sont des lunatiques dangereux*», «*des cinglés*» «*qui entraîneraient les USA dans une guerre nucléaire contre l'Union soviétique*». Ouf ! Avec l'once d'intelligence de Reagan, on l'a échappé belle ! Quoique, poursuit Roberts, aujourd'hui, les néo-cons «*recherchent toujours une victoire militaire contre la Russie*» et Mc Cain, leur candidat – quoique «*les démocrates sont à peine meilleurs*» - «*prêche une guerre de 100 ans*». Il est entouré «*d'évangélistes illuminés qui souhaitent l'Armageddon*³» et de bellicistes de tous acabits. «*Ils passent leur temps à diaboliser la Russie et l'Iran*», à répéter que «*si on ne les tue pas là-bas, ils viendront nous tuer ici*», «*leur stupidité est totale*». Et de conclure : «*Il est évident que la politique étrangère US, avec son objectif d'encercler la Russie, avec ses bases militaires, nous mène directement à une guerre nucléaire ... (Elle) représente une menace directe pour la planète*».

Et quand Michel Collon⁴ nous apprend que cinq ex-généraux de l'OTAN ont présenté un document préparatoire à la rencontre du Sommet de l'OTAN à Bucarest, on serait porté à penser que ce texte viserait plutôt la paix et la sécurité mondiales. Et bien, c'est à désespérer de ces têtes pensantes qui théorisent la nécessité de la guerre préventive tous azimuts et le recours sans état d'âme à l'arme absolue, car voyez-vous «*à première vue – dit ce document – l'arme nucléaire peut sembler disproportionnée, mais, si l'on tient compte des dommages qu'elle prévient, il est possible qu'elle soit raisonnable*».

Quand ces galonnés se retrouvent sur la même ligne que Bush-Mc Cain, celle des multinationales US et du lobby militaro-industriel et pétrolier, on se dit qu'il est plus que temps que les peuples se mobilisent pour mettre tous ces cinglés au rancart. Mais, depuis qu'ils se sont dotés d'une nouvelle figure féminine, après celle de Condolezza Rice, l'on ne peut que soupirer : certaines cendrillons sont pires que des tigresses fanatiques ! Sarah Palin, patriote ultra, militariste, cette miss sympa destinée à séduire l'Amérique profonde, appelée à seconder le futur Président, n'est qu'une dinde complètement dingue. Car «*si les soldats US sont envoyés en Irak, c'est – croyez-le mes frères ! – en vertu d'un plan de Dieu*» !

Tous(tes) ces cinglé(e)s sont représentatifs(ves) d'un monde capitaliste en crise. Pour qu'ils ne nous précipitent pas dans l'abîme avec eux, la mobilisation internationaliste des peuples doit évidemment les jeter à la poubelle de l'Histoire, mais ce ne sera pas simple, la bête blessée est d'autant plus dangereuse.

Gérard Deneux

1) Parue sur le site internet <http://www.legrandsoir.info> du 22.08.2008

2) à cette époque, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires de sécurité internationale sous Bush 1

3) la fin du monde, l'apocalypse où les meilleurs seuls seront sauvés

4) sur son site <http://www.michelcollon.info>

Depuis de nombreuses années, les éditos d'ACC et d'AL sont publiés dans les deux revues. Nous publions ci-dessous l'édito d' «Alternative Libertaire» n° 176 (septembre 2008). «Alternative Libertaire» coûte 2 euros au numéro et est disponible par abonnement et en kiosque (ils sont plus nombreux à être desservis). Abonnement : 20 euros pour un an (11 numéros) à adresser à «Alternative libertaire» BP 295 75921 PARIS cedex 19.

Morts pour quoi ?

Dix jeunes soldats français ont perdu la vie en Afghanistan.

Désseparées, les familles s'aperçoivent que la guerre n'est pas le « plus beau métier du monde » comme nous le vante la propagande d'État. Des milliers de jeunes filles et garçons des classes populaires, acculé-e-s par la peur du chômage s'engagent, « première classe », rêvant d'aventure humanitaire comme le leur fait miroiter l'armée. Mais loin d'être des boycotts, les soldats en opérations extérieures font la guerre. Et meurent.

L'État français ayant choisi d'augmenter les effectifs au front en Afghanistan, passant de 1 700 soldats à 2 700 dont 700 opérant en zone de combats intenses, la mort de 10 hommes est le prix payé à l'escalade belliciste.

Mais pourquoi sont mort ces jeunes soldats ?

Nicolas Sarkozy, en pape du culte patriotard, apporte LA réponse éternelle, légion d'honneur, hommage national et grand-messe télévisée à l'appui : Pour la France !

Non content de s'aligner militairement sur les objectifs US, Sarkozy endosse à merveille la rhétorique bushiste : « nos "boys" sont morts au feu, on continue ! car si on perd là-bas, c'est aussi sur le front intérieur qu'on perd ! »

« Guerre au terrorisme » et « choc des civilisations », font désormais partie intégrante de l'arsenal idéologique d'État.

Une idéologie servant à merveille les rêves de domination occidentale sur la planète entière.

Après sept ans d'occupation, l'Afghanistan est loin de profiter de la présence des armées « civilisatrices » de la France et de l'Otan : 88 % d'illettrisme chez les femmes, 60 % de mariages forcés, un taux de suicide des femmes supérieur à celui des hommes. Les « seigneurs de guerre » au pouvoir ne pensent qu'à se partager le gâteau de l'aide internationale.

Combien de vies perdues et gâchées à faire la guerre ? combien d'argent dépensé, qui auraient pu être utile à des programmes de santé, éducatifs et sociaux ?

L'heure est au retrait immédiat d'Afghanistan des troupes de l'Otan.

Alternative libertaire, le 28 août 2008

Appel du Mouvement pour une rentrée 2008 sans marques

Les publicitaires, c'est comme les dealers, ils attendent les enfants et les ados à la sortie des écoles et des lycées. Ils savent très bien que plus ils prennent les jeunes tôt, plus il sera dur après pour eux de se désintoxiquer de la consommation.

A cause de la publicité, de plus en plus d'enfants sont malades de l'obésité. C'est ça le métier des publicitaires : rendre les jeunes accros aux marques et à la conso pour servir de grosses entreprises qui exploitent d'autres enfants à l'autre bout de la planète.

La publicité est interdite à l'école, ça n'empêche pas les publicitaires de chercher par tous les moyens à y entrer. Alors, en avant la chasse à la pub ! Placarde cette affiche dans ton école. Organise des débats avec tes copains, tes profs, tes parents. La pub il faut lui résister.

Appel du Mouvement pour une rentrée sans marques

Le Mouvement pour une rentrée sans marques appelle chaque année depuis dix ans les parents, enseignants et jeunes à réagir contre le racket commercial dont les élèves et leurs familles sont victimes à l'occasion de chaque rentrée scolaire et invite l'ensemble des citoyens à se mobiliser contre l'introduction de la publicité à l'école au nom de la défense d'une conception de l'enseignement fondée sur l'accès à l'autonomie et à la citoyenneté. Nous refusons tous les intégrismes politiques, religieux ou économiques car ils enferment, chacun à leur façon, les jeunes dans des « marques » et « identités » et empêchent l'école d'instituer ces jeunes en élèves.

Non à la dictature des logos

Le Mouvement pour une rentrée sans marques invite les jeunes et leurs familles à boycotter les marques notamment identitaires et produits logotypés et à leur préférer systématiquement des produits génériques. Nous revendiquons une dotation en matériel scolaire, notamment pour les élèves de l'école primaire et du collège. Nous sou-

tenons les jeunes qui osent dire « non » à la dictature des logos en refusant de devenir des hommes-sandwiches. L'expérience des années passées prouve que chacun peut agir concrètement contre la surconsommation en limitant au nécessaire ses achats de fournitures scolaires et parascolaires. Il sera d'autant plus facile de résister à la culpabilisation de ceux dont les choix personnels ou les moyens financiers les conduisent à refuser cette dictature des marques ou cette surconsommation que nous serons nombreux à revendiquer cette attitude comme étant un choix de nous dé-marquer.

Contre toutes les marques

Le Mouvement pour une rentrée sans marques exprime son refus de la dictature des marques, de toutes les marques.

1) Les marques commerciales sont le symbole et le vecteur d'une soumission au marché mondial. Elles véhiculent des « valeurs » et des comporte-

cesse concurrencée par le pouvoir de l'argent et la logique de consommation ? Comment l'école pourrait-elle assumer sa mission de faire des enfants des citoyens si elle accepte de participer à leur gavage par une monoculture de la consommation que déverse déjà la télévision ?

2) Les marques religieuses ou idéologiques sont contraires aux principes de neutralité et de laïcité si elles introduisent une soumission à une autorité et à des valeurs contradictoires à celles de l'école. L'école a besoin pour instituer l'enfant en élève, c'est-à-dire pour garantir son accès à l'autonomie, qu'aucune autorité extérieure ne vienne l'enfermer dans une identité quelconque. Un enseignant doit avoir face à lui de futurs citoyens et non de bons consommateurs ou croyants.

Pour des enfants libres

Le combat du Mouvement pour une rentrée sans marques n'a rien de passéiste ni de nostalgique. Nous ne partageons pas le mythe de l'âge d'or d'une école républicaine qu'il faudrait restaurer. Nous poursuivons une longue tradition de luttes pour faire de l'école un véritable lieu d'émancipation. C'est pourquoi nous rejetons, comme contraire à la tradition nationale, la fausse bonne solution de l'uniforme scolaire. Le combat pour l'accès à l'autonomie vise une autolimitation et non une limitation imposée.

Nous appelons les professeurs, parents d'élèves et élèves à organiser des débats en classe ou dans leurs établissements pour porter cette question auprès des plus concernés et ne pas laisser les enfants devenir des panneaux publicitaires à chaque rentrée.

Lettre à adresser à son député

Les associations Casseurs de pub et Résistance à l'agression publicitaire ont alerté à plusieurs reprises les députés au sujet de la publicité à l'école. La législation actuelle (circulaire Lang du 28 mars 2001) permet en effet la marchandisation de l'école. Le président Sarkozy, pourtant champion de la réforme, se garde bien de remettre en question cette circulaire Lang. Nous vous encourageons à copier cette lettre et à l'envoyer au député de



ments qui ne sont pas ceux de l'école puisque fondés sur une logique de l'« avoir » et du « paraître » contraire à la primauté de l'« être » que tout enseignant devrait tendre à développer. Comment le maître pourrait-il aider l'élève à acquérir son autonomie et lui faire aimer le savoir si son autorité, fondée sur sa compétence pédagogique, est sans

votre circonscription.

Pour l'abrogation du « Code de bonne conduite des entreprises en milieu scolaire » Pour une initiative parlementaire protégeant les enfants des agressions publicitaires

Madame la Députée, Monsieur le Député,

L'Assemblée nationale avait dès 1936 proclamé l'interdiction absolue de toute publicité à l'école. Ce principe protecteur de l'enfance a été sans cesse réaffirmé témoignant ainsi de l'existence d'un véritable consensus national sur cette question. Le ministère de l'Education nationale a publié, au BOEN n° 14 du 5 avril 2001, la circulaire n°2001-053 intitulée « Code de bonne conduite des interventions des entreprises en milieu scolaire ». Ce texte qui introduit la notion contestable de « neutralité commerciale » a permis de multiplier les interventions des marques dans les écoles : kits pédagogiques, jeux-concours, sponsoring, etc. Beaucoup de députés de droite comme de gauche ont interrogé les ministres successifs sur le risque de violation du principe de « neutralité scolaire » que crée le flou de cette circulaire administrative. Le Conseil d'Etat a cependant conclu à sa légalité (2 novembre 2002).

Seul le dépôt d'un nouveau texte de loi permettrait de créer un vaste débat national sur la meilleure façon de protéger les enfants des agressions publicitaires notamment à l'école. Veut-on que les élèves français soient obligés demain comme aux Etats-Unis de regarder tous les matins un programme de publicité dans les classes ? Acceptera-t-on que l'on fixe des objectifs de vente de boissons ou autres produits sous prétexte de réalisme économique et de partenariat avec des entreprises ?

L'école doit rester un lieu d'apprentissage à l'autonomie et à la citoyenneté ce qui suppose que l'on protège les enfants des appétits des firmes mais aussi de leurs propres pulsions consommatrices qui les conduisent à s'enfermer dans des « identités de marques » et à surconsommer des produits dangereux.

L'école n'a pas à se faire le vecteur d'une monoculture de la consommation en tolérant en son sein la présence de marques et de publicités. Ces dernières véhiculent des « valeurs » et des comportements qui ne sont pas ceux de l'école puisqu'ils sont fondés sur une logique de l'« avoir » et du « paraître » contraire à la primauté de l'« être » qui régit encore l'école. Nous sommes convaincus que la façon dont la société répondra à la menace que représente l'introduction des marques et de la publicité à l'école déterminera sa capacité à défendre une conception républicaine de l'enseignement.

Dans l'espoir que la représentation nationale légifère au plus vite pour assurer la protection des élèves face à toutes les formes d'agressions publicitaires en milieu scolaire et péri-scolaire, nous sollicitons votre appui pour notre demande d'abrogation de la circulaire du 5 avril 2001 et de retour à l'application de la note de service n°99-118 du 9 août 1999.

Le texte dessous est paru dans « **Vacarme** » (journal électronique). Il rappelle que depuis de nombreuses années ceux qui nous gouvernent mettent de plus en plus d'obstacles à la liberté d'expression.

La presse alternative en souffre particulièrement, puisque des milliers de petites revues ont disparu suite à des décisions présentées en haut lieu comme nécessaires et purement techniques. Alors que le problème est éminemment politique.

Est-il besoin de préciser qu'ACC est directement concerné par les nouvelles mesures liberticides qui sont programmées ?...

La Poste et les revues : feu le service public de la circulation des idées

Les mobilisations s'amplifient contre le changement de statut de la Poste et sa privatisation programmée. *Vacarme* s'y associe, et souhaite, avec d'autres éditeurs, attirer l'attention sur un autre aspect des réformes en cours : le démantèlement des tarifs postaux qui permettaient l'envoi de journaux, de revues et de livres à moindre coût. Ultime étape d'un processus amorcé il y a cinq ans au moins, un accord vient d'être signé entre La Poste, l'État, et les corporations du secteur, qui prévoit une augmentation de plus de 30% des tarifs en question, à raison de 4 à 5% par an pendant 7 ans, hors inflation. Les *majors* de la presse peuvent espérer compenser cette augmentation par des économies d'échelle et la libéralisation du portage qu'on leur fait miroiter ; les petits éditeurs, eux, subiront la hausse de plein fouet. Certains n'y survivront pas : la production et la circulation d'idées s'appauvriront d'autant.

La justification de cette mesure est un cas d'école, et le détail de l'accord un véritable manuel de la Réforme. Vous souhaitez mettre en pièces un service public ? C'est très simple : changez de langage. Les coûts de La Poste concernant la presse excèdent ses recettes ? L'État compense la différence ? N'invoquez plus une production « non-marchande », exempte des injonctions à la rentabilité, et sans laquelle le service rendu ne le serait pas à tous, mais un insupportable « déficit », que l'État ne veut plus « combler ». La Poste engrange des bénéfices considérables sur d'autres produits ? Qu'à cela ne tienne, isolez les activités déficitaires, quitte à culpabiliser leurs agents – un salarié sous pression, c'est toujours bon à prendre. Les sommes économisées par l'État (quelques dizaines de millions d'€) vous semblent dérisoires au regard des cadeaux fiscaux récemment accordés aux plus riches, et plus encore au regard du service rendu jusqu'ici ? Naïveté : pour les futurs actionnaires de La Poste, il n'y aura pas de petits profits.

Bref, nous sommes furieux et consternés, mais déterminés à obtenir la révision de cet accord, et pleinement solidaires des mobilisations en cours.

Lire sur internet :

Le détail de l'accord : <http://www.presse-poste.com/accords-presse-2009-2015>

Les mobilisations précédentes pour un tarif postal « livre et revue » : <http://www.cynthia3000.info/petition/?petition=3>

Les mobilisations précédentes pour un tarif postal livre et revue : <http://www.cynthia3000.info/petition/?petition=3>

NON A L'ENTREE DE
L'ENTREPRISE A L'ECOLE



Qui va payer la crise à Wall Street ?

Par Fred Goldstein

Avec les 85 milliards de dollars débloqués par le gouvernement pour renflouer le géant des assurances AIG, la direction de la Banque centrale des USA (Federal Reserve) et le département du Trésor ont fait une nouvelle tentative désespérée de renflouement d'une structure financière mondiale en plein effondrement.

Cette dernière tentative pour secourir une gigantesque société financière capitaliste vient s'ajouter à la remise à flot, pour plus de 200 milliards de dollars, des deux plus grosses banques d'hypothèques de la planète, Fannie Mae et Freddie Mac, voici exactement dix jours.

Des transactions secrètes collent la facture sur le dos des travailleurs

Le président de la Banque centrale des USA à New York, Timothy Geithner, et le secrétaire au Trésor, Henry Paulson, se sont réunis en petit comité pour des discussions interminables au cours desquelles ils se sont mis d'accord sur certaines transactions. Le tout en secret, derrière le dos des travailleurs et de la classe moyenne, qui vont endosser la facture. Ces messieurs ont mis au point ces transactions en compagnie des mêmes usuriers de la haute finance dont les orgies spéculatrices, le gros jeu et les tromperies dans la poursuite du profit ont en tout premier lieu abouti à la crise. La razzia spéculatrice de Wall Street a abouti à une crise mondiale réellement effrayante.

Ces trois derniers jours, AIG, la plus grosse compagnie d'assurances au monde, avec 1000 milliards de dollars en avoirs, s'est retrouvée en faillite en quelques heures.

Lehman Brothers, une prestigieuse banque d'investissements vieille de 158 ans, avec 639 milliards de dollars en avoirs, a de son côté connu la plus grosse faillite de l'histoire des États-Unis.

Merrill Lynch, un autre pilier des investissements, avec lui aussi 1000 milliards de dollars en avoirs, n'a évité la faillite qu'après avoir été repris par la Bank of America.

Washington Mutual, la plus importante société d'épargne et de prêt des États-Unis, a vu ses obligations se réduire au prix du papier et elle est aujourd'hui sur la corde raide.

Comme la crise des faillites se développait, le jeudi 11 septembre, Paulson a raconté aux banquiers que le gouvernement en avait assez d'intervenir et qu'ils allaient devoir résoudre le problème entre eux. C'était la semaine dernière. Aujourd'hui, le gouvernement américain a injecté 85 autres milliards de dollars pour renflouer les banques. C'est un signe de crise et de faiblesse.

Alors que le renflouement de Fannie Mae et Freddie Mac a procuré quelque soulagement aux détenteurs de milliers de milliards de dollars en dettes que leurs doivent les deux banques d'hypothèques, il a également soumis le système financier à une pression colossale, ce qui est un autre signe de profonde faiblesse et de fragilité. D'autres renflouages étaient exclus, a déclaré le gouvernement. Il tirait «une ligne dans le sable». Terminé !

Mais les déclarations de Paulson et de Geithner n'ont eu aucun impact sur les banquiers. Tous poursuivaient leurs propres intérêts immédiats et ont fait de l'obstruction vis-à-vis de leur propre gouvernement. À la fin, alors que Washington laissait Lehman Brothers aller à la faillite, c'était une tout autre histoire avec AIG. La direction de la Banque centrale des USA et le Trésor faisaient une volte-face humiliante et intervenait à la toute dernière minute, «craignant une crise financière mondiale». (New York Times,

17 septembre)

Le renflouage d'AIG par la Banque centrale des USA est très instructif sur le plan de la profondeur de la crise. AIG n'est même pas une banque. La compagnie n'est pas contrôlée par le gouvernement fédéral. Celui-ci doit user de pouvoirs d'urgence pour intervenir, ce qui a été estimé nécessaire non seulement parce que AIG fournit des polices d'assurance à des millions d'individus et entreprises commerciales, mais aussi parce que la compagnie a assuré pour plus de 400 milliards de dollars des titres garantis par hypothèque et autres investissements à risques de gros joueurs boursiers et autres spéculateurs partout dans le monde.

AIG a emprunté de l'argent auprès d'un grand nombre de grosses banques et a pris des risques avec ses avoirs afin d'enrichir encore ses bénéficiaires. Quand les hypothèques se sont mises à faire défaut et quand les détenteurs de titres garantis par hypothèque ont commencé à réclamer leurs purges d'hypothèques, la position financière d'AIG s'est détériorée de jour en jour, puis d'heure en heure.

On peut se rendre compte de la témérité financière du système quand une compagnie d'assurances, qui est censée être contrôlée de façon à demeurer conservatrice – précisément parce qu'elle est la gardienne de fonds qui doivent être disponibles afin de couvrir les besoins d'urgence des personnes assurées – est libre, en fait, de participer au grand casino mondial.

AIG opère dans plus de 100 pays, elle emploie 116.000 personnes – dont 62.000 en Asie – et elle dispose de facilités bancaires privées pour personnes fortunées. Elle négocie des transactions boursières, gère des fonds mutuels, possède 900 avions qu'elle loue et, en général, a fait de son département d'assurances un champ d'opérations spéculatrices à l'échelle mondiale.

Pendant ce temps, on ignore la crise des travailleurs et des opprimés

La crise des banquiers a rempli la une des journaux de gros titres sensationnels, avec des comptes rendus à l'heure près de l'agonie d'une poignée

TEMPÊTE SUR WALL STREET



de millionnaires et de milliardaires à Wall Street. Mais les médias capitalistes ont laissé de côté le véritable drame des saisies et licenciements affectant la vie de millions de travailleurs.

Des centaines de milliards de dollars ont été refilés à des banquiers qui se sont retrouvés dans une crise en raison de la rapacité des prêts hypothécaires et de la revente de ces hypothèques sur le marché mondial des capitaux. Aucun secours n'est venu pour les victimes de l'industrie bancaire des hypothèques.

On n'a guère accordé d'attention à l'information disant qu'en août, il y avait eu 303.879 dossiers de saisies – une augmentation de 12 pour cent par rapport au mois précédent et de 27 pour cent par rapport au mois d'août de l'an dernier. Un ménage américain sur 416 a reçu un avis de saisie en août. Pour la seule Californie, il y a eu 101.714 dossiers, soit 40 pour cent de plus que le mois précédent et 75 pour cent de plus qu'en août de l'an dernier.

Alors qu'elle se lamente sur les affres des banquiers, la presse capitaliste n'a pas de gros titres pour une étude récente intitulée «State of the Dream : Foreclosed» (L'État du rêve : sous saisie) qui montrait que la crise des saisies avait abouti à la pire destruction de la richesse personnelle de l'histoire dans les communautés afro- et latino-américaines.

Selon cette étude, les emprunteurs afro-américains ont perdu entre 71 et 92 milliards de dollars en raison de prêts contractés ces huit dernières années. Les chiffres pour la population latino-américaine, qui sont un peu plus élevés que ceux de la population afro-américaine, indiquent des pertes gravitant entre 75 et 98 milliards de dollars.

Par rapport à la crise financière, la crise croissante de l'économie capitaliste sévit partout, du fait que la surproduction se traduit par une hausse du chômage. Plus de 84.000 travailleurs ont perdu leur emploi en août, ce qui porte le total de l'année à 605.000. Plus de 2 millions de personnes se sont ajoutées aux sans-emploi ces douze derniers mois, portant le total officiel à 9,4 millions de sans-emploi. Le chômage à long terme est lui aussi à la hausse.

Le chômage des travailleurs noirs à atteint 10,6 pour cent et est dû surtout aux pertes d'emplois parmi les femmes noires. Le chômage parmi les mères célibataires et les jeunes est lui aussi à la hausse. Et ces chiffres du gouvernement n'incluent pas les millions de travailleurs découragés qui ont renoncé à chercher un emploi.

En pleine crise du crédit, on a annoncé que la production industrielle, la base de l'emploi et du revenu, avait connu en août la pire chute depuis trois

ans. Il y a eu une baisse de 1,1 pour cent dans la production des usines, des mines et des services. La production automobile a chuté de 12 pour cent, un record pour la décennie écoulée.

Une chose est certaine, au vu de la crise actuelle : Ni la classe capitaliste, qui détient tout la richesse productive, ni le gouvernement capitaliste, qui supervise le système, n'ont le contrôle de la situation économique ou financière.

Chacune des mesures qu'ils prennent pour enrayer la crise du crédit est suivie d'une autre explosion de panique. Chaque fois que la bourse grimpe, elle perd rapidement tous ses gains et plus encore. Et qu'importe les déclarations fracassantes des experts prétendant qu'il n'y a pas de récession, la croissante constante du chômage et le déclin de la production se poursuivent, indépendamment de tout prétendu «stimulus économique».

Un changement de cap dans la psychologie de la classe dirigeante

L'intervention du gouvernement capitaliste dans la crise bancaire a amené un changement de cap dans la psychologie de la classe dirigeante, qui voit son système échapper de plus en plus à son contrôle. Après que le système capitaliste eut surmonté la crise des années 1930, les patrons américains finirent par



oublier pourquoi le président Roosevelt avait pris des mesures sans précédent pour venir au secours de l'économie. Ils se mirent à exprimer leur dédain à l'égard des interventions gouvernementales dans leurs affaires.

Bien sûr, ils ont toujours été disposés à ramasser des aumônes sous quelque forme que ce soit – subsides, dépenses

militaires, législations spéciales, réductions de taxes, etc. Mais cela ne les empêche pas de se prendre pour les plus grands et puissants dirigeants de sociétés du monde.

L'intervention du gouvernement, disaient-ils, c'était bon pour l'Europe et les social-démocrates. Les classes dirigeantes européennes avaient été ébranlées par les travailleurs et par la lutte des classes, par la division et par la guerre. Du fait que les chefs d'entreprises européens étaient faibles et qu'il leur fallait des coups de pouce des gouvernements capitalistes, ils devaient se soumettre au contrôle de leurs affaires par l'État. Un tel cours des choses, toutefois, était fermement rejeté par Wall Street et les géants de l'industrie.

Cette dernière crise constitue une énorme dégringolade pour le capital financier américain, habitué à faire la leçon aux autres gouvernements capitalistes à propos des inconvénients des interventions gouvernementales. Brusquement, toutefois, les banquiers et les patrons sont tous unis, de la droite aux modérés et aux libéraux, dans leurs applaudissements à l'adresse du Trésor et de la direction de la Banque centrale des USA pour leur intervention au moment opportun. Ils se soumettent, à contrecœur mais de façon évidente, au regard et au contrôle du gouvernement, soucieux de sauver leur système de la dégringolade.

Avec cette crise, la structure du capitalisme américain entre dans une nouvelle phase. Le gouvernement capitaliste a commencé, fragmentairement d'abord mais peut-être systématiquement à l'avenir, à absorber les obligations et mauvaises dettes de l'oligarchie financière boursière et spéculatrice. À long terme, cela ne peut qu'approfondir la crise en la faisant pénétrer plus au cœur encore de l'organisme du capitalisme américain.

Il s'ensuivra nécessairement des répercussions, non seulement économiques mais politiques aussi, dans le monde entier, du fait que les rivaux impérialistes voient la vulnérabilité des dirigeants des USA. Cela entraînera un affaiblissement de l'impérialisme américain et, dans un même temps, cela va le rendre plus dangereux encore quand il cherchera à sortir de sa crise.

C'est n'est pas un hasard si, le 16 septembre, au beau milieu de ses comptes rendus détaillés de la crise financière, le Wall Street Journal a publié un article intitulé « Keeping Their Powder Dry: Draft Boards Hang On, Just in Case » (Ils gardent leur poudre au sec : les conseils de révision s'accrochent, juste en prévision). Le journal ne parle pas nécessairement de toute la classe dirigeante, ni du Pentagone, pour l'instant.

Mais un réflexe, émergeant du beau milieu de la crise chez l'une ou l'autre section de la classe dirigeante, la pousse à envisager une extension accrue de la guerre comme solution.

Avec le «Nouvel Ordre mondial» qui attise le conflit avec la Russie en Géorgie, qui voudrait envahir le Pakistan et durcir encore la guerre en Afghanistan, la possibilité d'une nouvelle aventure militaire ne devrait jamais être écartée.

La contradiction de base du capitalisme

Les Démocrates veulent rejeter le blâme sur Bush et ils réclament plus de contrôle de l'État. Naturellement, les financiers, en soumettant leurs jeux de spéculations à certaines restrictions, ont obtenu que le gouvernement abandonne la plupart des régulations, et la chose remonte à la Dépression. Cette dérégulation a débuté sous l'administration Reagan et elle a atteint son point culminant avec l'administration Clinton. À l'instigation de Citicorp et de Robert Rubin, qui quitta Goldman Sachs pour devenir secrétaire au Trésor, la Loi Glass-Steagall fut abrogée en 1998 sous la protection de l'actuel conseiller économique de McCain, Phil Gramm. La loi interdit aux banques commerciales de s'impliquer dans des opérations d'investissement, de garantir des stocks d'actions et de se livrer à des opérations boursières, de garantie et à toutes autres activités ayant facilité une prolifération de spéculations gigantesques du genre de celles pratiquées avant la Dépression.

Et, naturellement, l'administration Bush sabote toutes les tentatives de décourager ces prédateurs que sont les prêteurs sur hypothèques et elle laissa le champ complètement libre à toutes les formes de spéculations boursières échappant à tout contrôle et portant sur des milliers de milliards de dollars, ce qui augmenta les risques en les généralisant à la totalité du système financier mondial. Mais, en dépit de toute la démagogie affichée par le Parti démocratique, l'administration Bush n'est nullement la cause de la crise.

L'intervention du gouvernement, la régulation plus sévère des monopoles et des pratiques plus «prudentes» ne peuvent surmonter la contradiction fondamentale du capitalisme : le propriété privée des moyens sociaux d'une production globalisée.

C'est une contradiction irréconciliable qu'une infime minorité contrôle la production de la richesse mondiale à son propre profit. C'est une contradiction irréconciliable que cette appareil mondial s'arrête de fonctionner quand il y a une crise de rentabilité pour les patrons. Et une telle crise surgit toujours, tôt ou tard, en raison de l'anarchie de la production capitaliste.

Aucun capitaliste ne sait où ce qui est produit peut être vendu. Mais, dans la précipitation vers la «part du marché» en vue du profit le plus élevé, chaque groupe capitaliste est forcé d'accroître sa production.

Simultanément, les lois du capitalisme forcent chaque capitaliste à réduire les salaires des travailleurs autant que faire se peut. Au cours des trois dernières décennies, la classe capitaliste a créé un système capitaliste à bas salaires qui dresse les travailleurs les uns contre les autres à l'échelle mondiale. Cela ne fait qu'aggraver et accélérer la contradiction du système du profit.

Sous le capitalisme, la production est anarchique et, en fin de compte, elle prolifère à un point où les travailleurs ne peuvent plus acheter ce qui est produit à un prix qui rapportera un profit au patron. L'anarchie de la production se reflète dans l'anarchie du système financier dans sa crise actuelle.

Dans la crise actuelle, les milliardaires du sommet de la société capitaliste peuvent perdre une partie de leur richesse, qui n'existait réellement que sur papier, mais ils gardent leurs luxueuses résidences, leurs serviteurs, les limousines et leurs jets privés. Ce sont les travailleurs qui encaissent le choc de la crise économique.

La seule façon d'en sortir, c'est la voie de la résistance – comme le mouvement pour mettre un terme aux saisies, qui acquiert de la force un peu partout dans le pays.

Fred Goldstein
17 septembre 2008

Déchets radioactifs :

Le Réseau "Sortir du nucléaire" met la pression contre les projets d'enfouissement à un mois de la date fatidique du 31 octobre 2008

Le Réseau "Sortir du nucléaire" se félicite de la réussite de la journée d'actions et d'information qui a permis, lors de 17 actions organisées dans 15 départements en France par de nombreux Collectifs, d'informer les populations locales sur les projets d'enfouissements de déchets radioactifs qui les menacent.

Ces actions ont eu lieu pratiquement un mois avant le 31 octobre, date limite donnée par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) aux 3115 maires qu'elle a contacté pour répondre à la proposition d'enfouissement de déchets radioactifs.

Les actions ont rassemblé plusieurs dizaines de personnes la plupart du temps, et jusqu'à 400 manifestants, dont plusieurs élus, à Gondrecourt-le-Château (Meuse), ville dont le maire s'est déclaré intéressé par la venue de déchets radioactifs : une pétition demandant un référendum a été déposée à la mairie : ce sont les citoyens qui doivent trancher et non un seul individu, fut-il maire.

Lors des 17 rassemblements sur les marchés, devant les mairies, les préfectures, etc, les manifestants ont distribué, à des populations qui les ont accueilli très favorablement, des milliers de documents d'information contre l'enfouissement.

De nombreux citoyens, au delà même des militants antinucléaires, considèrent que l'enfouissement des déchets radioactifs est un véritable crime contre les générations futures : tôt ou tard, la radioactivité sera relâchée, contaminera les nappes phréatiques, remontera à la surface et mettra en grand danger les êtres vivants.

Par ailleurs, les manifestants dénoncent les manœuvres anti-démocratiques de l'Andra et de l'Etat qui est son donneur d'ordre : la liste des 3115 maires est gardée secrète malgré de nombreuses demandes et actions du Réseau "Sortir du nucléaire" pour obtenir cette liste et faire en sorte que tous les citoyens menacés par les projets d'enfouissements puissent être informés de ce danger.

Qui plus est, en proposant de fortes sommes financières aux maires qui accepteraient de sacrifier leur territoire, l'Andra et l'Etat organisent une véritable "corruption légale" destinée à faire accepter l'inacceptable et visant à traiter les citoyens comme l'ont été les Indiens d'Amérique ou les Aborigènes d'Australie.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" rejette ces méthodes indignes ainsi que tout projet d'enfouissement. De très fortes mobilisations seront organisées dès que seront connus les "finalistes" (*). Plus généralement, alors que des événements graves se produisent dans les installations nucléaires en France (en particulier au Tricastin) mais aussi dans divers autres pays nucléarisés (Belgique, Espagne, Allemagne, Ukraine, etc), il est plus nécessaire que jamais de sortir du nucléaire.

(*) L'Andra a fait connaître son intention de retenir avant la fin de l'année 2 ou 3 sites

Un sociologue s'est transformé en intérimaire du bâtiment pour mener une enquête. Il en est sorti un ouvrage intitulé «**Chantier interdit au public : enquête parmi les travailleurs du bâtiment**» et paru aux Editions la Découverte. Nous publions ci-dessous une analyse de ce livre passionnant, trouvée sur internet.

Quotidien sur les chantiers : un sociologue clandestin témoigne

Ethnicisation des tâches, précarité, transgression des règles: la réalité crue du BTP racontée par un chercheur "infiltré".

Pendant douze mois, Nicolas Jounin a mené une double vie: intérimaire du bâtiment le jour, sociologue la nuit. Sans qualification, il sera tour à tour manœuvre (tout en bas de l'échelle sociale), aide-coffreur et ferrailleur.

Hierarchisation des tâches, entre classe et race

Il commence son enquête sans véritable hypothèse de départ, mais avec une piste de réflexion: "articuler les relations inter-ethniques aux relations de travail."

Au-delà de ce qu'il appelle "l'humour ethnicisant", il constate une construction ethnicisée des postes:

"A chaque origine on assigne une place et on présume un comportement."

Les Africains subsahariens sont manœuvres, les Maghrébins ferrailleurs ou coffreurs, les Portugais chefs d'équipe, les "Blancs" (nés en France, de nationalité française et parlant sans accent) sont tout en haut de la pyramide.

Illustration troublante: lors d'une pause déjeuner, des manœuvres chassent deux ouvriers qualifiés blancs venus s'attabler à leurs côtés. Pourtant, un gardien, que les convives ne connaissent pas, et qui lui aussi est noir, est accueilli à bras ouverts. Le chercheur s'interroge:

"Faut-il l'interpréter comme une recherche d'un entre-soi-ethnique, ou plutôt racial (le gardien n'est pas malien)? Non, si l'on se souvient que c'est moi qui rapporte la scène, que je suis blanc, et que, bien qu'ayant intrigué les autres manœuvres au début, ma présence dans ce vestiaire n'a jamais été remise en cause dès qu'on a su mon niveau de qualification. Il s'agit donc plutôt d'un entre-soi hiérarchique, qui ne prend forme que parce que, en amont, les logiques du bâtiment ont conduit à confondre origine et poste."

Sous-traitance et intérim: "l'externalisation des illégalités"

Le recours à la sous-traitance et à l'intérim constitue le pivot de l'organisation des chantiers. Pour faire des économies, les entreprises font appel aux sous-traitants. Lesquels, pour être plus compétitifs, ont recours à l'intérim (cette "fourniture non temporaire mais durable d'une main d'œuvre précaire").

Jusque-là, rien de très nouveau. Mais le sociologue démontre que ces employeurs intermédiaires jouent un autre rôle: ils permettent aux entreprises de transgresser les règles (sans-papiers, licenciements, sécurité) sans être responsables: c'est l'"externalisation des illégalités".

Cette grille de lecture permet au sociologue de donner un nouvel éclairage à plusieurs dossiers chauds du BTP. Notamment les sans-papiers:

"Dans le ferrailleur, les agences d'intérim endossent un rôle de fourniture de sans-papiers. Par conséquent, les utilisateurs n'ont pas à se soucier de qui ils utilisent. Même si elles voulaient veiller à ne pas utiliser de sans-papiers sur leurs chantiers, les entreprises de ferrailleur ne le pourraient peut-être pas. En tout cas, pas dans le cadre décentralisé de gestion des intérimaires qu'elles ont institué. Ce sont les chefs de chantier qui s'occupent de commander et de renvoyer les intérimaires, au jour le jour. L'intérim n'est rentable qu'à ce prix, celui d'une gestion au plus juste et au plus court que seul un cadre présent sur le chantier peut assurer. Or ces chefs acceptent difficilement qu'on exige d'eux de contrôler les papiers de leurs ouvriers.

Le chercheur décrit la précarité non pas seulement comme une "instabilité", mais aussi comme une "incertitude", clé de la docilité des intérimaires. Certains travaillent depuis plusieurs années pour la même boîte de sous-traitance ou la même agence d'intérim avec, en permanence, la crainte d'être viré du jour au lendemain.

Le risque corporel plutôt que celui de perdre son emploi

Autre trouvaille: si les règles de sécurité ne sont pas respectées, c'est parce que les ouvriers intérimaires sont pris entre deux exigences contradictoires (les prescriptions de sécurité et la cadence imposée). Ils en viennent à frauder les règles de sécurité dans le dos de leur chef:

"Pour les intérimaires, la précarité de l'emploi incite à prendre des risques qu'ils éviteraient autrement: se trouve mis en balance un risque contre un autre, le risque corporel contre le risque de perdre son emploi."

Plus troublant encore: ne pas suivre les règles de sécurité devient une forme de résistance. Bemba, ouvrier intérimaire:

"Tu vois, s'il y a un inspecteur qui vient, ils donnent des masques à tout le monde. Moi, l'autre jour, j'ai refusé de prendre le masque. J'ai dit: "Moi non, je prends pas. Parce que l'autre jour, j'en ai demandé et vous m'avez dit qu'il y avait plus de masques". »

Conclusion du chercheur:

"Illégalement et par le biais des agences d'intérim, les entreprises du bâtiment ont déjà fait en sorte de pouvoir se séparer à tout moment de leurs salariés, du moins de certains d'entre eux. (...) Laboratoire semi-clandestin des nouvelles relations de travail, le bâtiment révèle certaines de ses implications. (...) Les agences d'intérim du bâtiment [ont] anticipé sur le CPE et le CPE, en ne faisant signer de contrat qu'en fin de mission afin de pouvoir renvoyer leurs salariés du jour au lendemain."

Français sur un chantier, "on est pris soit pour un chef soit pour un con"

Pour sa thèse, le jeune chercheur aurait pu se contenter de mener des entretiens avec les différents acteurs du BTP. Il a préféré s'impliquer, découvrir la pénibilité et les dangers des métiers du bâtiment, pour en comprendre les mécanismes. Un moyen pour lui d'être au plus près de la réalité:

"Une fois sur le chantier, l'on en vient à comprendre et éprouver des choses inimaginables auparavant. Cependant, on ne peut pas avoir la prétention de ressentir et décrire les émotions, le vécu subjectif "du" travailleur en bâtiment (qui lui-même n'existe pas)."

Outre la contradiction entre la posture du sociologue et celle de l'ouvrier, le chercheur est confronté à une difficulté supplémentaire: il est "blanc" et de nationalité française.

"Le livre est lu sur les chantiers"

Etonnamment, depuis la sortie du livre, Nicolas Jounin n'a eu que peu de retours de la profession, mais tous plutôt positifs. "Parce que les gens s'y retrouvent" dit-il. Sans doute aussi parce que "ceux à qui le livre a déplu ne le [lui] disent pas".

« **Chantier interdit au public : enquête parmi les travailleurs du bâtiment** » aux Editions La Découverte, par Nicolas Jounin - 274 p., 23€.

Rencontres et lectures à contre courant

Territoires en mouvement

L'ouvrage propose une lecture nouvelle des politiques conduites sur le terrain en matière de décentralisation. Il présente des exemples de transformations urbaines, environnementales et architecturales développées à partir des initiatives de responsables et d'élus locaux. Centré sur la Picardie, il introduit des discussions et des perspectives sur l'environnement, l'aménagement urbain, le logement l'équipement, la démocratie locale.

Il est le fruit d'un travail d'enquête mené par F. Seitz, professeur à l'université de Compiègne auprès d'une vingtaine d'acteurs de la vie régionale.

Paru aux Editions Licorne (35 rue Alphonse Paillat 80000 AMIENS), diffusé par l'Harmattan (5-7 rue de l'Ecole Polytechnique 75005 Paris. 17 euros.

Ouvrir la cage. De l'aliénation. 1968-2008

On a beaucoup parlé de mai 68 à l'occasion du quarantième anniversaire. Sous des formes très diverses : anecdotes, analytiques, tronquées, pour que les générations d'aujourd'hui n'en retiennent que le caractère « estudiantin », esquivant ainsi le rôle important du monde ouvrier. Ont aussi été traités ses effets dans les champs sociétal et politique.

Le petit ouvrage de Marie-Claire Calmus « **Ouvrir la cage – De l'aliénation** » relève d'une approche plus personnelle : « *la haine, explicable, du nouveau gouvernement pour ce qui fut, dans les esprits et les mœurs une révolution, ainsi que la mise en place, par ses soins, de machines de destruction radicale des acquis sociaux et de tout ce qui pouvait nourrir l'espoir redonnent une actualité brûlant à ces lignes* » [écrites en 68].

On notera ce pendant que l'auteur n'approche pas, dans cet écrit, le factuel, mais propose plutôt une réflexion quelque peu introspective.

Paru aux Editions Rafael de Surtis, 7 rue Sait Michel 81170 ORDES SUR CIEL 14 euros.

Recueil de textes de Loren Goldner

La revue « Ni patrie ni frontières » publiera deux recueils des textes de Loren Goldner en octobre 2008 et décembre 2008. Ceux et celles qui sont intéressés par ces 2 livres peuvent, s'ils le souhaitent, participer à la souscription lancée à cet effet. Les 2 ouvrages compteront en tout 600 pages et coûteront 18 euros, frais de port inclus. Chèque de 18 euros à l'ordre d'Yves Coleman (le chèque ne sera encaissé qu'à la parution du premier livre en octobre 2008) 10 rue Jean-Dolent 75014 Paris. Ou contact par courriel : yvescoleman@wanadoo.fr qui pourra notamment vous fournir le sommaire complet de ces deux recueils qui rassemblent des textes de grande qualité.

Déposséder les possédants

« **Déposséder les possédants - La grève générale aux "temps héroïques" du syndicalisme révolutionnaire (1895-1906)** » réunis des textes présentés par Miguel Chueca.

On ne sait plus grand-chose de ce que furent les origines du syndicalisme français, et notamment du débat qui vit s'affronter les porte-parole du tout jeune mouvement syndical et ceux du socialisme politique, alors faible et divisé. Comme on a oublié la différence radicale entre le socialisme par en haut et le socialisme par en bas, fondé sur la grève générale. Ce recueil permettra de mieux connaître la nature et les mobiles d'un mouvement qui tenta de donner à la classe ouvrière le sentiment de la formidable puissance dont elle dispose. Ce même sentiment qui, des 1879, avait inspiré à un ouvrier cette pensée: « *Les patrons s'inclineront devant nous car nous sommes les producteurs, et quand les bras ne se mettent pas au*

travail, le capital tombe. »

Paru aux Editions Agone BP 70072 13192 Marseille cedex 20. Disponible en librairie. 272 pages, 18 euros. ISBN : 978-2-7489-0094-1

Comment détecter des plantes transgéniques ?

Guide destiné aux agriculteurs et à tous ceux qui souhaitent comprendre réalisé par Inf'OGM Janvier 2008 : le gouvernement français interdit toute mise en culture du maïs transgénique Mon810. Juillet 2008, un champ de culture commerciale de maïs Mon810 a cependant été découvert dans le Tarn et Garonne, par un collectif de militants anti-OGM. Question : Comment de simples citoyens peuvent-ils effectuer des analyses et comprendre les résultats fournis ? Et pour les producteurs agricoles, comment contrôler et certifier leurs productions comme l'exige dorénavant la loi ? Ce guide vise à aiguiller ceux qui souhaitent avoir recours à des analyses pour détecter la possible présence de PGM. Il vise également à fournir un certain nombre de précisions permettant de comprendre les résultats d'analyses et de prendre des décisions en connaissance de cause. Retrouvez d'autres publications sur www.infogm.org

Ce guide (format A5, 48 pages), publié par Inf'OGM (2B, rue Jules Ferry - 93100 Montreuil. tél : +33 (0)1 48 51 65 40) est en vente au prix : 6 euro l'exemplaire, 4 euro à partir de 25 exemplaires. Pour toute commande, adresser un courriel à commande@infogm.org ou par téléphone au 01 48 51 65 40.

Savoir/Agir : dossier sur la santé

Le numéro 5 de la revue trimestrielle de l'association Raisons d'agir (<http://raisonsdagir.org>), est paru avec un dossier de plus de 80 pages sur la santé. On y analyse de divers points de vue la façon dont la santé a été progressivement soumise au régime néolibéral au cours des dernières années. Les rubriques habituelles (Paroles, La rhétorique réactionnaire, Chronique de la gauche de la gauche, Actualité, Europe, Politiques d'ailleurs) complètent ce numéro de 172 pages, disponible au prix de 15 euros dans les bonnes librairies ou franco de port aux éditions du Croquant, Broissieux, 73340 Bellecombe-en-Bauges. (info@editionsducroquant.org).

Guide pratique pour réussir sa carrière

Complément du titre de cet ouvrage d'Antoine Darima paru aux Editions Zones : « *avec tout le mépris et la cruauté que cette tâche requiert* »...

L'esprit d'entreprise, le goût de la concurrence et la soif de réussite ne sont plus tabou. Comment réussir sa vie professionnelle ? Rompant avec la langue de bois des DRH, un manager expérimenté vend la mèche et nous livre, étape par étape, en véritable Machiavel du management, toutes les clés pour soigner notre carrière et bénéficier d'une promotion rapide. Vous apprendrez dans ce livre tout sur l'« art de la guerre » professionnelle et les secrets pour l'emporter dans l'univers impitoyable de l'entreprise : savoir vous vendre et vous construire en produit attractif et désirable, organiser une communication cohérente et consistante, courtoiser habilement les chefs, maîtriser la langue managériale, son jargon, sa rhétorique et ses astuces pour avoir raison en toutes circonstances, s'exercer à l'art de la parole floue grâce aux techniques de base de l'hypnose, gagner en autorité en faisant preuve de perversité, utiliser le sentiment de culpabilité afin d'obtenir la soumission de vos subordonnés, recruter des collaborateurs peu compétents qui ne vous feront pas ombrage, placardiser discrètement un employé indésirable...

Disponible à la librairie Quilombo (23 rue Voltaire 75011 PARIS; 01 43 71 21 07 quilombo@globenet.org). 156 p 12.50 euros.

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
- de SOUTIEN Euros
- Faibles ressources (selon possibilités) . . .

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

n° 0208 G 87630

A CONTRE COURANT

(service abonnements)

BP 2123

68060 MULHOUSE cedex

P

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Déposé le 7/10/2008



Le Capital dans tous ses délires

(marchands)
par Dédé



Sommaire

- Page 1 Edito : Panique
- Page 2 à 4 Guerre en Géorgie
- Page 5 et 6 Le trou de la Sécu
- Page 7 ... Fermeture d'hôpitaux : organisons la riposte !
- Page 8 Les cinglés et les corrompus
- Page 8 Edito d'AL : Morts pour quoi ?
- Page 9 et 10 Pour une rentrée sans marques
- Page 10 La Poste et les revues
- Page 11 à 13 Qui va payer la crise à Wall Street ?
- Page 13 Déchets radioactifs : contre l'enfouissement
- Page 14 Quotidien sur les chantiers
- Page 15 Rencontres et Lectures
- Page 16 Le Capital dans tous ses délires par Dédé

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>
Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / G. DENEUX / J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT
M. MANSOUR / B. MARION / B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER